

Baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour septembre 2004

Un indicateur de référence de la vie économique des entreprises de la capitale

La tendance du mois :

Un bilan positif pour l'économie parisienne en septembre 2004

- Hausse des créations d'entreprises : **+9,44%**
- Baisse des jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires : **-11,60%**
- Baisse des investissements des entreprises : **-6,87%**

Tableau de bord mensuel des indicateurs clés de l'économie parisienne pour septembre 2004

Indicateur de variation sept. 2003 / sept. 2004	En hausse	En baisse
Stock d'entreprises parisiennes : 1 642 entreprises supplémentaires en activité au 30 septembre 2004 (au regard du 30 septembre 2003)	+0,56%	
Les immatriculations d'entreprises	+9,44%	
Les immatriculations de SARL à libre capital social (par rapport à juin 2004 ¹)		-14,22%
L'endettement fiscal des entreprises	+1,17%	
Les investissements des entreprises		-6,87%
Les requêtes en injonction de payer	+9,63%	
Les ouvertures de procédures collectives (redressements et liquidations judiciaires)		-11,60%

EVALUATION de la QUALITE du SERVICE GREFFE – septembre 2004
Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce : 0,84 jour

¹ Pour septembre, la comparaison s'effectue au regard de juin 2004, août et juillet 2004 n'étant pas suffisamment représentatifs.



**Le commentaire de Pascal BEDER,
greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

Un bilan positif pour l'économie parisienne en septembre 2004. « A l'instar des mois précédents, la création d'entreprises a enregistré de bons résultats en septembre avec une hausse de 9,4% des immatriculations au Registre du commerce. Pour les neuf premiers mois de 2004, la création d'entreprises à Paris gagne 10,8% au regard de la même période en 2003. Les immatriculations de SARL à libre capital ², qui sont principalement à l'origine de ces bons résultats, ont diminué en volume en septembre 2004, mais restent proportionnellement élevées, soit 16% des nouvelles entreprises. Autre point positif en septembre : la baisse des jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires, qui diminuent de 11,6% au regard de septembre 2003, accompagnés d'une baisse du passif déclaré et des salariés directement touchés. Deux « bémols » cependant à ce bilan favorable : la diminution des investissements réalisés par les entrepreneurs parisiens (-6,9%), et la légère hausse de l'endettement fiscal (+1,2%). »

Le greffe, un objectif constant de qualité au service des entreprises et du Tribunal de commerce. Guidé par un objectif constant de qualité au service des entreprises, le greffe a vu ses efforts récompensés par l'obtention de la certification ISO 9001 (version 2000). Dans le cadre de la démarche qualité qu'il a entreprise, le greffe s'engage à améliorer la satisfaction de ses clients en termes d'accueil et de délais. En septembre 2004, les nouvelles entreprises ont été immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 0,84 jour franc ouvrable ³. En outre, 1 100 entrepreneurs ont participé à des entretiens directs ou téléphoniques avec le greffe en septembre dans le cadre d'actions d' « écoute clients » mises en œuvre pour améliorer la qualité de service ».



IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES : LA TENDANCE DU MOIS

En Hausse : +9,44% en septembre 2004 par rapport à septembre 2003
Immatriculations de SARL à libre capital : -14,22% (au regard de juin 2004)

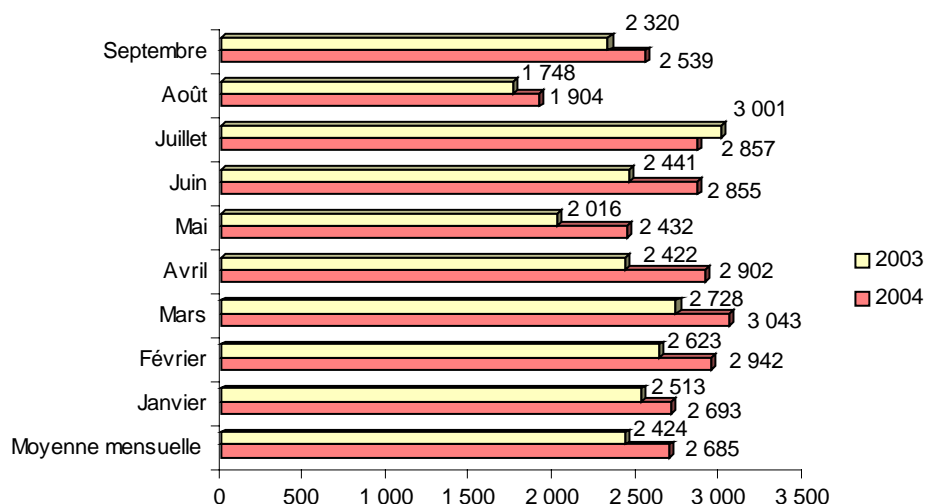
Avec 2 539 nouvelles immatriculations au Registre du commerce en septembre 2004, soit +9,44% par rapport à septembre 2003, la création d'entreprises s'est montrée dynamique à Paris. Cette année, 24 167 entreprises nouvelles se sont créées à Paris, soit +10,80% au regard de la même période en 2003.

En volume, les immatriculations de SARL à libre capital diminuent de 14,22% en septembre 2004 (par rapport à juin 2004). Cette diminution s'explique par la baisse des créations de SARL toutes catégories confondues. En proportion, les SARL à libre capital se maintiennent cependant au même niveau qu'en juin 2004, à savoir 28% des créations de SARL. Depuis le 1^{er} août 2003, date d'entrée en vigueur de la Loi pour l'Initiative Economique, 4 185 SARL dotées d'un capital social inférieur à 7 500 € ont été créées, soit 22,60% de la totalité des immatriculations de SARL.

Immatriculations au Registre du commerce	Janvier à septembre	Septembre
2004	24 167	2 539
2003	21 812	2 320
Evolution en %	+10,80%	+9,44%

² La loi pour l'Initiative Economique du 1^{er} août 2003 offre aux créateurs d'entreprises la faculté de constituer une SARL avec un capital social libre.

³ La Loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable (cet indicateur se définit ainsi : jour n+1 jusqu'à minuit).



La **pyramide des âges des créateurs d'entreprises** de septembre révèle les tendances suivantes :

- léger rajeunissement des femmes entrepreneures. Elles sont âgées de 41 ans en moyenne (contre 42,4 ans en septembre 2003).
- Les femmes sont proportionnellement moins nombreuses à créer leur entreprise (soit 26,02%, contre 28,67% en septembre 2003).
- Les entrepreneurs « seniors » (âgés de plus de 56 ans) représentent une forte proportion des hommes créateurs, soit 22,3% (en hausse de 6,34 points au regard de septembre 2003).
- L'arrivée de jeunes créateurs, soit 6,83% de moins de 25 ans, pondère la moyenne d'âge des entrepreneurs qui s'établit à 43,6 ans en septembre (contre 43,4 ans en septembre 2003).

Pyramide des âges des créateurs d'entreprises en septembre 2004 :

Age	%	% Femmes	% Hommes
Moins de 25 ans	7,20%	8,63%	6,83%
Entre 26 et 35 ans	23,60%	27,20%	22,77%
Entre 36 et 45 ans	28,69%	30,62%	28,55%
Entre 46 et 55 ans	20,89%	21,34%	19,56%
Supérieur à 56 ans	19,62%	12,21%	22,30%



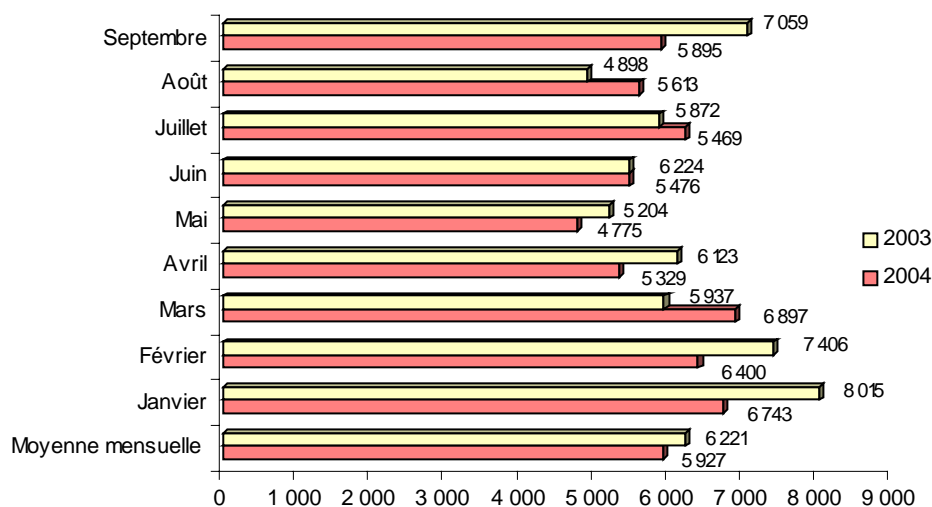
INSCRIPTIONS MODIFICATIVES AU REGISTRE DU COMMERCE : LA TENDANCE DU MOIS

En baisse : -16,49% en septembre 2004 (par rapport à septembre 2003)

En septembre 2004, le Registre du Commerce a inscrit 5 895 formalités légales modificatives⁴, en diminution de 16,49% au regard de septembre 2003. Au titre de 2004, ce poste présente une baisse de 4,72% par rapport à la même période en 2003.

⁴ Les inscriptions modificatives résultent d'une déclaration volontaire des dirigeants d'entreprises, qui se rendent au Registre du commerce pour déclarer des événements intervenus au sein de leur société (comme par exemple un changement de dirigeant, une augmentation du capital social, un transfert de siège social). En 2003, les dirigeants d'entreprises avaient été astreints à enregistrer auprès du greffe davantage de formalités modificatives qui leur étaient imposées par la Loi sur les Nouvelles Régulations Economiques.

Modifications au Registre du commerce	Janvier à septembre	Septembre
2004	53 345	5 895
2003	55 990	7 059
Evolution en %	-4,72%	-16,49%



RADIATIONS D'ENTREPRISES DU REGISTRE DU COMMERCE : LA TENDANCE DU MOIS

**Baisse des radiations volontaires : -23,54% et d'office⁵ : -26,94%
En septembre 2004
(par rapport à septembre 2003)**

En septembre 2004, 721 dirigeants se sont présentés au greffe faire radier leur entreprise du Registre du commerce, en baisse de 23,54% par rapport à septembre 2003. En 2004, les radiations volontaires ont légèrement diminué, soit -0,77% au regard de la même période en 2003.

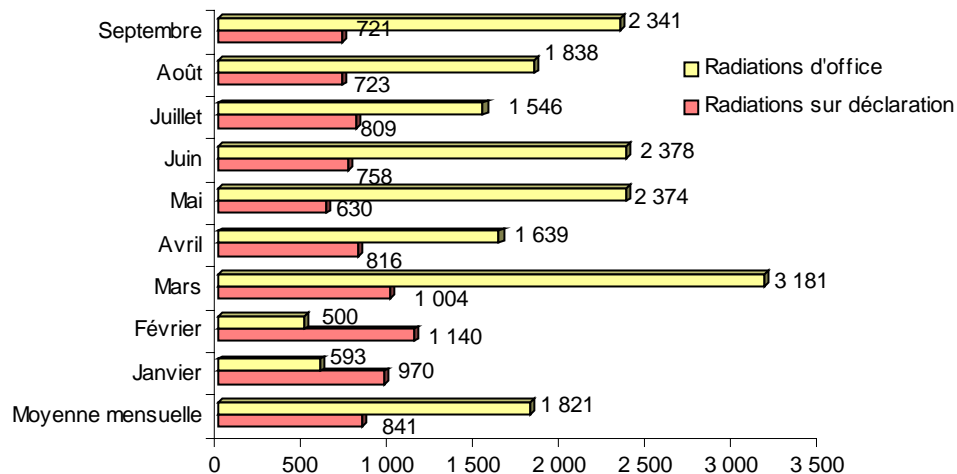
Toujours en septembre, le greffe a radié d'office 2 341 entreprises du Registre du commerce, soit une baisse de 26,94% par rapport à septembre 2003. En revanche, les opérations d'apurement menées par le greffe tout au long de l'année 2004 ont abouti à la radiation d'office de 16 390 entreprises, en hausse de 58,59% par rapport à la même période en 2003.

Au total, 23 961 entreprises ont disparu du Registre du commerce parisien au premier semestre 2004, soit +33,38% au regard de la même période en 2003.

Radiations sur déclaration du Registre du commerce	Janvier à septembre	Septembre
2004	7 571	721
2003	7 630	943
Evolution en %	-0,77%	-23,54%

⁵ Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commis à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...

Radiations d'office du Registre du commerce	Janvier à septembre	Septembre
2004	16 390	2 341
2003	10 335	3 204
Evolution en %	58,59%	-26,94%



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES OU CREDITS BANCAIRES : LA TENDANCE DU MOIS

Baisse des investissements des entreprises (-6,87%), et des prêts bancaires accordés par les banques aux entrepreneurs (-7,75%) en septembre 2004

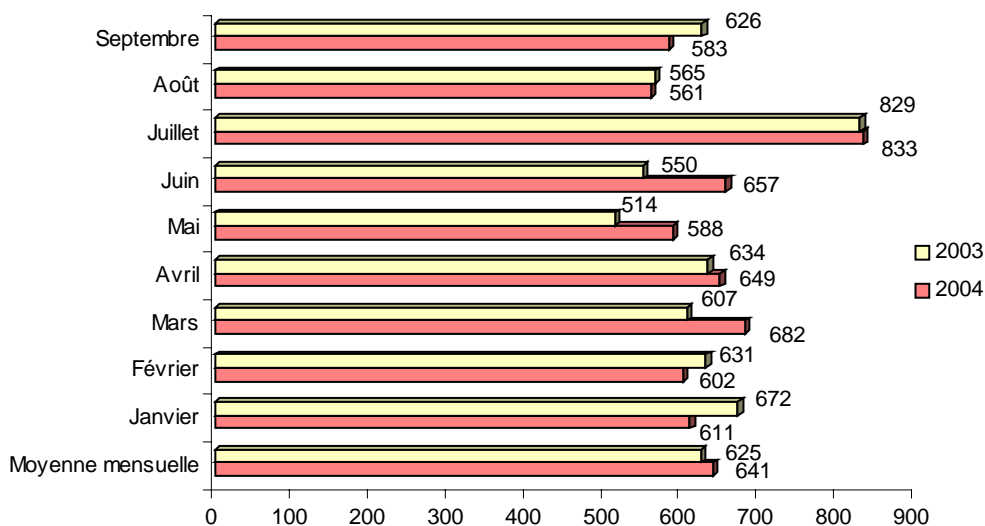
(par rapport à septembre 2003)

En septembre 2004, les inscriptions de nantissement de fonds de commerce et outillage marquent le pas : elles diminuent de 6,87% au regard de septembre 2003. Pour les neuf premiers mois de 2004 en revanche, ce poste affiche une augmentation de 2,45%.

Le mois dernier, les entrepreneurs parisiens ont été moins nombreux à solliciter ou à obtenir un prêt bancaire pour acquérir un fonds de commerce ou rénover un local commercial, en baisse de 7,75% au regard de septembre 2003. Ce poste enregistre néanmoins une progression de +2,45% en 2004

Inscriptions de nantissement de fonds de commerce et outillage	Janvier à septembre	Septembre
2004	5 766	583
2003	5 628	626
Evolution en %	+2,45%	-6,87%

Inscriptions de nantissements correspondant à l'octroi de prêts bancaires	Janvier à septembre	Septembre
2004	5 665	571
2003	5 542	619
Evolution en %	+2,26%	-7,75%



ENDETTEMENT FISCAL ET SOCIAL ⁶ : LA TENDANCE ANNUELLE

Légère hausse des inscriptions de privilèges du Trésor public : +1,17%
Baisse des inscriptions de privilèges de la sécurité sociale : -10,27%

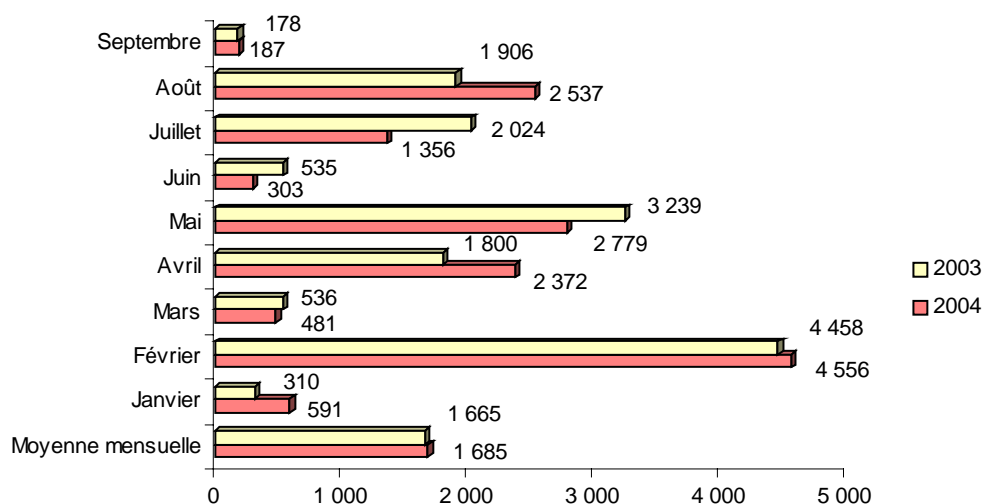
(pour les 9 premiers mois de 2004, au regard de la même période en 2003)

15 162 inscriptions de privilèges ont été prises par le Trésor public auprès du greffe en 2004, soit une légère hausse de +1,17% par rapport à la même période en 2003. En valeur, les dettes fiscales cumulées par les entrepreneurs en 2004 diminuent de 15,93% au regard de la même période en 2003. En septembre 2004, les inscriptions de privilèges du Trésor public augmentent en volume (+5,06%) et en valeur (+54,41%) par rapport à septembre 2003.

Inscriptions de privilèges du Trésor public	Janvier à septembre	Septembre
2004	15 162	187
2003	14 986	178
Evolution en %	1,17%	5,06%
Variation du montant cumulé des sommes conservées par le greffe	Diminution de 15,93%	Augmentation de 54,41%

⁶ Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

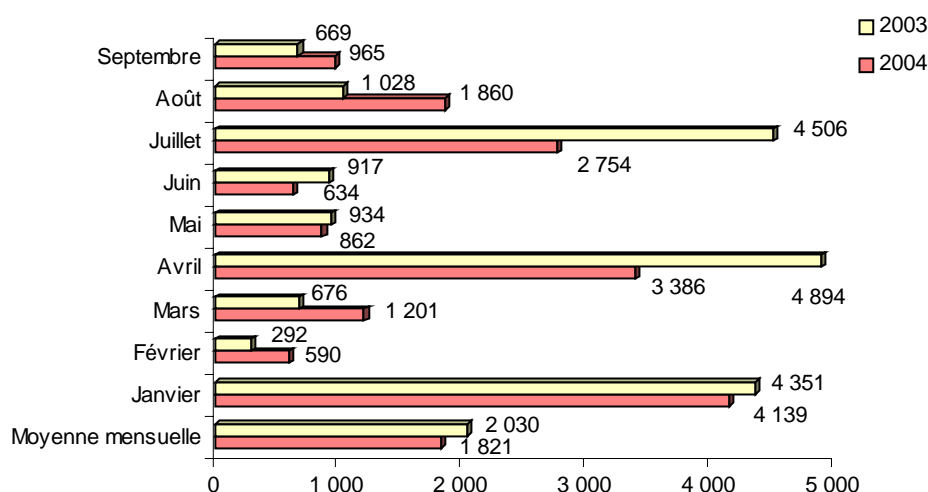
Inscriptions de privilèges du Trésor public



En 2004, l'Urssaf a inscrit **16 391 inscriptions de privilèges** auprès du greffe, en baisse de 10,27% par rapport à la même période en 2003. En valeur, la dette sociale cumulée par les entrepreneurs diminue de 12,90% pour les neuf premiers mois de 2004 (en comparaison avec la même période en 2003).

Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale	Janvier à septembre 2004	Septembre 2004
2004	16 391	965
2003	18 267	611
Evolution en %	-10,27%	44,25%
Variation du montant cumulé des sommes conservées par le greffe	Diminution de 12,90%	Diminution de 13,18%

Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale



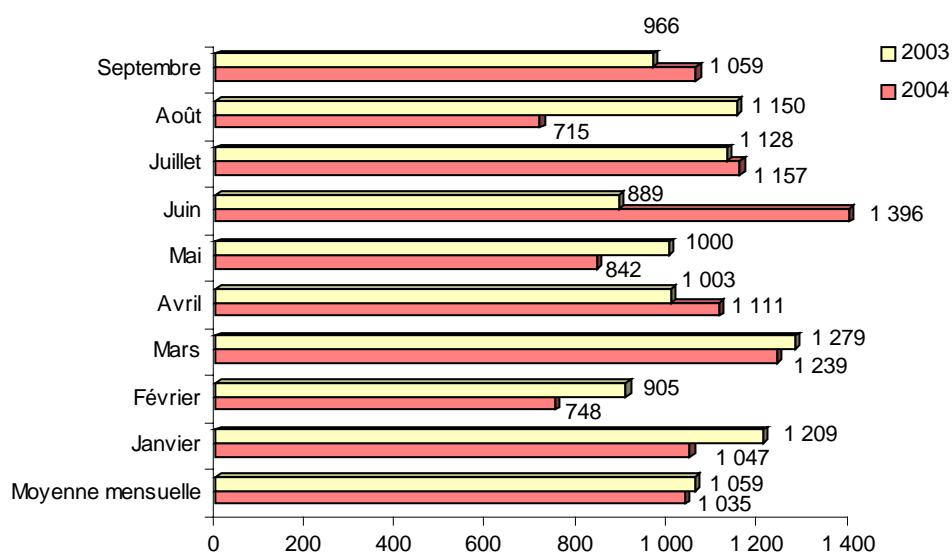


REQUETES EN INJONCTION DE PAYER ⁷ : LA TENDANCE DE SEPTEMBRE

**Hausse de 9,63% en septembre 2004
(par rapport à septembre 2003)**

1 059 requêtes en injonction de payer ont été présentées au Président du Tribunal de commerce de Paris en septembre 2004, en hausse de 9,63% au regard de la même période en 2003. Pour les neuf premiers mois de 2004 en revanche, ce poste enregistre une diminution de 2,26%.

Dépôt de requêtes en injonction de payer	Janvier à septembre 2004	Septembre 2004
2004	9 314	1 059
2003	9 529	966
Evolution en %	-2,26%	+9,63%



⁷ L'injonction de payer est une procédure rapide, simple et peu coûteuse, qui doit permettre à une entreprise titulaire d'une créance indiscutable de récupérer les sommes que lui doivent ses clients. La procédure consiste à adresser au greffe du tribunal de commerce du ressort du domicile du débiteur une requête qui sera présentée au Président du tribunal de commerce. Si la demande paraît fondée, le juge rend une ordonnance enjoignant au débiteur de payer les sommes réclamées.

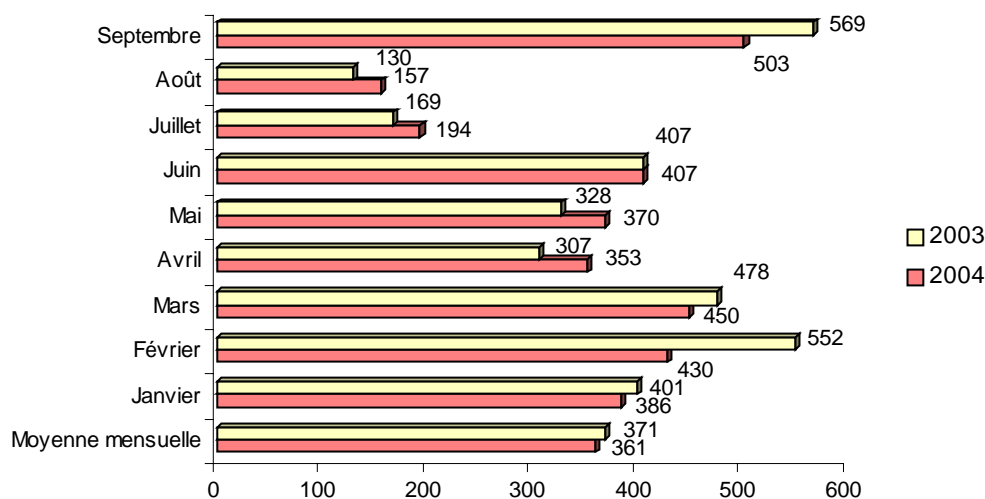


JUGEMENTS D'OUVERTURE DE PROCEDURES COLLECTIVES (REDRESSEMENTS ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES) : LA TENDANCE DU MOIS

En baisse :
Jugements d'ouverture en baisse en septembre 2004 : -11,60%
Passif cumulé (-5,53%)
Salariés directement concernés (-37,43%)
(par rapport à septembre 2003)

Poursuivant leur tendance à la baisse en septembre 2004, 503 décisions d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire ont été rendues par les Juges du Tribunal de commerce de Paris, en diminution de 11,60% par rapport à septembre 2003. En 2004, les jugements d'ouverture de procédures collectives diminuent de 2,72% au regard de la même période en 2003.

Jugement d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires	Janvier à septembre 2004	Septembre 2004
2004	3 250	503
2003	3 341	569
Evolution en %	-2,72%	-11,60%
Emplois concernés <i>En données corrigées*</i>	Hausse de 8,83% Baisse de -32,73%	Baisse de -37,43% Baisse de -68,28%
Passif cumulé déclaré <i>En données corrigées*</i>	Augmentation de +15,70% Baisse de -11,89%	Baisse de -5,53% Baisse de -30,25%



❖ Baisse du passif cumulé déclaré au greffe

Les entreprises défaillantes ont déclaré un passif cumulé de 168 380 600 € en septembre 2004, en baisse de 5,53% par rapport à septembre 2004. En données corrigées⁸, ce poste subit une diminution de -30,25% au regard de septembre 2003.

Pour les neuf premiers mois de 2004, le passif cumulé global s'élève à 788 163 638 € en données corrigées, en baisse de 11,89% au regard de la même période en 2003. En données corrigées, l'endettement moyen des entreprises s'élève à 242 512 € en 2004, un chiffre stable au regard de 2003.


⁸ Les données corrigées excluent les passifs déclarés et les effectifs salariés revêtant un caractère exceptionnel, qui ont automatiquement une incidence sur les chiffres du mois.

❖ **Baisse des effectifs salariés directement concernés par les ouvertures de procédures collectives**

En septembre, 1 590 salariés ont été directement touchés par les défaillances d'entreprises, en baisse de 37,43% au regard de septembre 2003.

Les services aux entreprises avec 617 salariés, soit 39% des effectifs concernés par les défaillances, a été le secteur le plus concerné. Les redressements et liquidations judiciaires dans le secteur du commerce ont également touché 486 salariés, soit 31% des défaillances.

En septembre, 12 entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 3 millions d'euros ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédures collectives. Elles employaient 806 personnes et ont cumulé un passif de 44 068 272 €. Elles exerçaient leur activité dans le domaine des services aux entreprises (conseil, prestations informatiques, gardiennage), de la confection textile et de la vente d'articles d'habillement, du commerce de biens divers, de l'industrie et du tourisme.

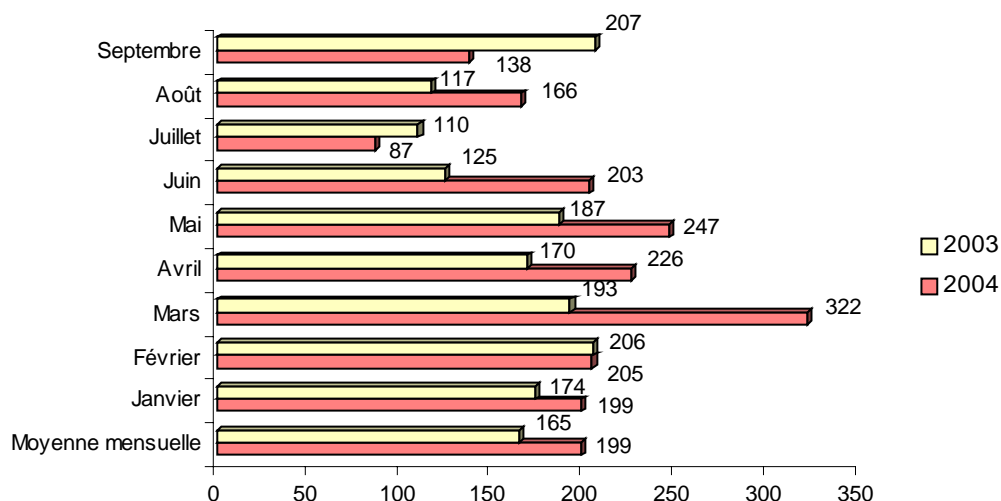


PREVENTION DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES : LA TENDANCE DU MOIS

Diminution :
Du nombre de détections d'entreprises potentiellement en difficulté : -33,33%
Du nombre d'entretiens accordés par les Juges de la Prévention : -5,36%
(par rapport à septembre 2003)

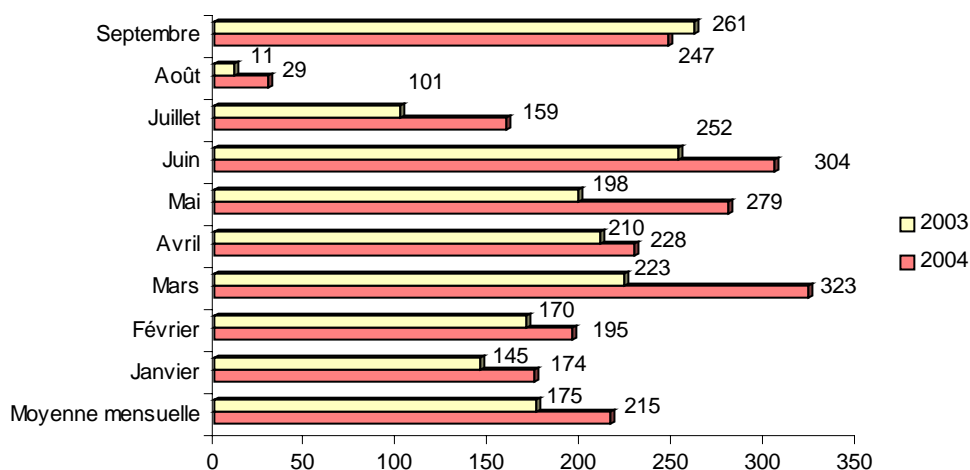
En septembre 2004, 138 nouvelles entreprises parisiennes potentiellement en difficulté ont été détectées par le greffe, en diminution de 33,33% par rapport à septembre 2003. Pour les neuf premiers mois de 2004, le greffe a détecté 1 793 entreprises, soit une augmentation de 20,42%.

Dossiers ouverts dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à septembre	Septembre
2004	1 793	138
2003	1 489	207
Evolution en %	+20,42%	-33,33%



En septembre 2004, 247 chefs d'entreprises potentiellement en difficulté ont été entendus par les Juges de la Prévention, soit une diminution de 5,36% par rapport à septembre 2003. Durant ces entretiens, Juges et dirigeants font ensemble le point sur les difficultés rencontrées, puis le Juge oriente le dirigeant vers un professionnel judiciaire susceptible de l'épauler. En 2004, les entretiens accordés ont augmenté de 23,36% au regard de la même période en 2003.

Entretiens accordés aux dirigeants d'entreprises dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à septembre	Septembre
2004	1 938	247
2003	1 571	261
Evolution en %	+23,36%	-5,36%



❖ Hausse des effectifs salariés concernés par la Prévention des difficultés

Tous dossiers confondus, 10 422 salariés étaient directement concernés par la Prévention des difficultés au 30 septembre 2004, en hausse de 5,79% (par rapport au 30 septembre 2003).

Les secteurs d'activité avec la plus forte proportion de salariés concernés, étaient les suivants :

- Services aux entreprises : 37% des effectifs (en baisse de 8 points par rapport à septembre 2003)
- Industrie : 15% des effectifs (en hausse de 6 points)
- Services aux particuliers : 12% des effectifs (en hausse de 4 points)
- Commerce : 12% des effectifs (en hausse de 2 points)
- Hôtellerie et restauration : 10% des effectifs (en hausse de 9 points)